

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-prix-de-l-inegalite-selon-Stiglitz-inefficacite-et-democratie-en-danger>

Le prix de l'inégalité selon Stiglitz : inefficacité et démocratie en danger

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : mercredi 26 septembre 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Il y a des moments où les peuples se lèvent et disent « ça ne va pas, cela doit changer ». Voilà, nous en sommes là. Joseph E. Stiglitz, Prix Nobel d'Economie, a pourtant prévenu depuis longtemps des dérives du système actuel et de la financiarisation de l'économie. Dans son nouvel ouvrage, cette fois, il se focalise sur le « prix de l'inégalité ».

Les inégalités ont prospéré depuis 20 ans et sont non seulement socialement inacceptables mais en plus néfastes d'un point de vue économique. Les indignés le montrent bien, en portant les couleurs des 99% en référence aux 1% que Joseph E. Stiglitz, Prix Nobel d'Economie, ancien directeur de la Banque Mondiale, avait déjà stigmatisé.

Echec des marchés, échec des systèmes politiques qui ne corrigent pas les excès des marchés, et des systèmes économiques et politiques injustes. Le système économique actuel multiplie et entretient les échecs, et du coup les inégalités s'aggravent. Mais ce qu'ignorent beaucoup de gens, c'est que les inégalités coûtent très cher. Car elles participent directement à la « détérioration de l'économie » et au détournement, Stiglitz parle de « subversion de la démocratie ».

Au delà du constat fort intéressant et étayé qu'il dresse, l'économiste montre comment l'inégalité est la cause et la conséquence du système entretenant un cercle vicieux, générant de l'instabilité, et donc comment le système économique actuel est arrivé à son terme.

Son constat part de la situation des Etats-Unis où depuis deux décennies le pouvoir d'achat des classes moyennes n'a fait que baisser. L'Amérique a « un problème de 1% », une classe moyenne pressurée alors que les inégalités de revenus se sont aggravées et les gains de la reprise « lui ont échappé ; 93% du supplément de revenus créé en 2010 ont été accaparés par le 1% supérieur de la population ». Voilà comment au cours des trente dernières années les Etats-Unis sont devenus un pays divisé : le haut a progressé plus vite, le pays a régressé. Les bas salaires ont, en 30 ans, augmenté de 15%, les salaires du 1% supérieur de 150%. C'est encore plus flagrant si l'on regarde la distribution des revenus du capital.

Et au fil de son livre, Stiglitz ne cessera de montrer et démontrer que les inégalités sont source d'instabilité économique et il bat en brèche les arguments de ceux qui font l'apologie de l'inégalité comme source de croissance, selon la thèse de « l'économie du ruissellement », car cela ne fonctionne pas ainsi.

En revanche, les effets néfastes des inégalités sont clairs : baisse du niveau de vie, conséquence en matière de santé, d'éducation, de logement, dégradation des rapports sociaux chez les jeunes adultes coincés chez les parents....le mythe de l'Amérique juste et de l'égalité des chances en prend un coup.

Le livre volontairement grand public et didactique permet de comprendre - même si l'on n'est pas féru d'économie - les différents mécanismes et leurs effets pervers. Stiglitz s'appuie certes sur nombre d'exemples étasuniens - campagne électorale oblige - mais son raisonnement est tout à fait « benchmarkable » et d'ailleurs il ne se prive pas de montrer qu'au-delà des Etats-Unis les limites du système actuel touchent nombre de pays à commencer par l'Europe. Car les mêmes recettes génèrent les mêmes maux, même s'il est vrai la France jouit encore aujourd'hui d'un système de redistribution un peu plus abouti que le système étasunien.

Démocratie en danger

De plus, comme il le souligne si justement, les Etats-Unis ont joué un rôle central dans la création des règles du jeu actuelles, règles qui ont failli. La mondialisation telle qu'elle est gérée actuellement, explique t-il, ne fait progresser ni l'efficacité mondiale, ni la justice. Plus grave, elle met en danger la démocratie. C'est sans doute là l'un des points les plus sensibles de son livre.

Une démocratie en danger, tel est l'intitulé du chapitre 5 : l'inégalité actuelle aux Etats-Unis et dans nombre d'autres pays dans le monde est née ou a été entretenue dans les forces abstraites du marché, et renforcée par la politique. C'est ainsi que la bataille a été gagnée par le 1%. Or, ce n'est pas ce qui devrait se passer dans une démocratie. « Où 100% des citoyens devraient compter dans un système une personne - une voix », or la réalité est, comme il le rappelle, « un dollar-une voix ». La politique fixe les règles du jeu des marchés et ce jeu est biaisé en faveur du 1%.

C'est ainsi qu'on a privé les grecs de référendum sur le programme d'austérité drastique, car dirigeants et les financiers ont crié d'horreur à cette idée. Mais surtout comme Stiglitz le souligne si bien, la mainmise des marchés financiers ne concerne pas que les pays endettés mais tous ceux qui veulent lever de l'argent sur le marché des capitaux. Et même s'il y a des élections libres, les marchés imposent leur loi par le chantage (baisse de note, pas crédit, augmentation des taux d'intérêt sur les prêts....). Les options sur les choix économiques sont limitées. Et de rappeler comment dès les années 90 (page 205), Lula aurait pu être élu au Brésil, mais que *Wall Street* a fait objection (et le chantage qui allait avec). En 2002, les brésiliens ne s'en sont pas laissés compter et ont quand même élu Lula.

Sans oublier le coté capricieux des marchés, jouant de la notation, pour agir à courte vue, la pression continue des multinationales à travers l'Omc notamment... La mondialisation étant gérée par et pour le 1%, les règles favorisent le 1%. Un autre monde est possible avec d'autres façons de gérer la mondialisation, qui n'admettent pas une mondialisation sans entrave. Car « pour préserver la démocratie, il faut tempérer la mondialisation » affirme t-il.

En finir avec le rétrécissement de l'Etat

Et donc de plaider pour une juste répartition des rôles entre le marché et l'Etat, et surtout ne pas miser sur un rétrécissement de l'Etat, mais sur la stimulation de l'économie. Or, explique Stiglitz, les programmes anti déficits et d'austérité ont pour objectifs bien souvent d'étendre et de préserver les inégalités.

De plus, « l'histoire montre que l'austérité n'a presque jamais fonctionné », et les dépenses publiques peuvent être très efficaces. Pourtant, il est toujours surprenant, souligne Stiglitz, de voir le nombre d'experts (banquiers, politiques ...) ou de citoyens qui se laissent séduire par le « mythe de l'austérité », ainsi que par le « mythe de l'assimilation du budget de l'Etat à celui d'un ménage ». Un gouvernement, quand il dépense plus qu'il ne gagne, peut agir en stimulant la production et en créant des emplois. La création des richesses qui en découle peut être plusieurs fois supérieure aux dépenses engagées.

Or « le 1% a capturé et distordu le débat budgétaire » sur la base d'un chantage aux dépenses excessives, mais qui ne fait que cacher sa volonté d'un rétrécissement de l'Etat.

Stiglitz nous amène à partir de là sur le terrain de la politique macroéconomique, de la politique monétaire (chapitre 9). Telle qu'elle a été d'abord ficelée par les monétaristes, Milton Friedman en tête, « champion du marché libre » et toute l'école de Chicago dont on connaît les dégâts partout dans le monde, notamment en Amérique Latine.

Si les Banques Centrales s'intéressaient à l'emploi

« Les théories de Friedman reflétaient sa détermination à réduire l'Etat et limiter sa liberté de décision ». La conception moderne de la politique monétaire a nui aux fameux 99%, poursuit Stiglitz. En niant l'importance de la répartition du revenu, en se focalisant sur les taux d'intérêt comme seul levier, et en misant sur la déréglementation. L'économiste nous montre très bien les limites du concept de Banque Centrale indépendante tel qu'il est mis en oeuvre dans nos pays, puisqu'elles sont captives des marchés financiers. Il stigmatise là aussi le manque de foi dans le contrôle démocratique chez ceux qui plaident pour des banques centrales indépendantes. Et voilà qui devrait inquiéter. Et montre du doigt le rôle pour le moins ambigu de la BCE dans crise grecque au profit de plusieurs banques (page 349)

Mais le plus important, c'est qu'une fois encore, derrière la politique monétaire se cache une bataille des idées, une bataille de conception de l'économie et de ce qui est bon pour le 1% qui décide, le serait forcément pour le 99% qui subit. Si le monétarisme a finalement été laissé de côté, les banquiers centraux se sont focalisés sur le taux d'inflation comme seul élément cible.

C'est même devenu une obsession. Mais qui a détourné l'attention de problèmes plus graves, qui entretiennent les inégalités à travers le chômage et la baisse des salaires. Et de conclure que depuis 25 ans les politiques macroéconomiques et monétaires n'ont apporté ni stabilité, ni croissance durable, ni meilleure répartition au plus grand nombre. Il est donc temps de trouver un autre cadre. Mais les banques et les marchés font de la résistance.

Une autre voie est possible. Par un programme de réformes économiques (que détaille Stiglitz dans son dernier chapitre) où l'État doit intervenir, réguler les banques, les entreprises, les paradis fiscaux... Corriger les excès en taxant davantage les hauts revenus, promouvoir l'investissement public, améliorer la protection sociale et développer des politiques actives sur le marché du travail, définir un nouveau pacte social et tendre au plein emploi en donnant un rôle plus responsable à la banque centrale « en abandonnant la concentration excessive sur l'inflation pour s'intéresser de façon plus équilibrée à l'emploi, à la croissance ... » ; ce que cherche d'ailleurs à faire aujourd'hui l'Argentine avec une politique jugée hétérodoxe quant aux missions de la banque centrale (voir : « [Décélération de la croissance, l'Argentine choisit le contre-cyclique](#) »)

Les réformes décrites et proposées sont en l'occurrence destinées aux Etats-Unis - en pleine campagne électorale - mais on comprend bien qu'elles concernent nombre de pays. Un bémol toutefois à l'analyse de Stiglitz quand il suggère que les Etats-Unis pourraient user de leur puissance et de leur influence - même si elle est moindre qu'avant - en faveur de nouvelles règles qui créeront une économie mondiale plus juste. Une vision peut être peu hégémonique dans un monde où se dessinent de nouveaux contours, et où les rapports de force évoluent.

Estelle Leroy-Debiasi pour [El Correo](#). Paris, le 2 septembre 2012

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

Post-scriptum :

« **Le prix de l'inégalité** » Joseph E. Stiglitz. Edition LLL Les liens qui libèrent Septembre 2012. 510 pages. 25 euros